

SORHOGECO

SOCIETE RHODANIENNE DE GESTION ET DE COMPTABILITE

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

42 CHEMIN DU MOULIN CARRON – BAT. A1 69130 ECULLY

SAS AU CAPITAL DE 7 622.45 EUROS – SIRET 404 971 830 000 33

Tél. 04 37 65 37 57 Fax. 04 37 65 37 58 contact@sorhogeco.com

Association Maison Familiale Rurale Clos des Baz

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

exercice clos le 31 décembre 2024

Association Maison Familiale Rurale Clos des Baz

Siège social : 240 Avenue A.Lasquin – 74700 SALLANCHES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison Familiale Rurale Clos des Baz relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE L'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 22 avril 2025


SORHOGECO
EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
42 Chemin du Moulin Carron Bât B2
69130 Ecully
Sorhogeco S.A.S.
Commissaire aux Comptes
Tel : 04 37 65 37 57
www.sorhogeco.com
Siret 404 971 830 00025

ANNEXE : DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ ■ ■

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	83 645	81 722	1 923	2 941
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	159 865	150 595	9 269	12 209
Constructions	3 618 296	2 636 079	982 217	1 056 763
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 069 717	959 888	109 829	159 791
Immobilisations corporelles en cours	193 200		193 200	82 800
Autres	619 620	512 052	107 568	140 340
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	4 340		4 340	4 210
Prêts				
Autres	20		20	20
TOTAL I	5 748 703	4 340 337	1 408 366	1 459 074
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	22 449		22 449	24 703
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	562 514	28 942	533 572	819 750
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	294 636		294 636	334 324
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	519 475		519 475	154 046
Charges constatées d'avance	12 313		12 313	13 082
TOTAL II	1 411 386	28 942	1 382 444	1 345 905
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	7 160 088	4 369 279	2 790 809	2 804 979

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	1 419 819	1 222 704
Excédent ou déficit de l'exercice	24 497	197 115
Situation nette (sous total)	1 444 316	1 419 819
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	741 045	809 633
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 185 361	2 229 452
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des Emissions de Titres Associatifs		
Avances Conditionnées		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	27 478	23 013
TOTAL III	27 478	23 013
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	204 364	250 334
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	135 010	53 601
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	90 262	81 223
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		6 078
Autres dettes	55 353	63 687
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	92 982	97 592
TOTAL IV	577 970	552 515
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	2 790 809	2 804 979

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	21 100	21 600
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	380	
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 876 412	1 957 764
dont parrainages	135 192	142 915
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	19 965	29 604
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		1 200
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		196
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	41 527	19 515
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	6 254	141
TOTAL I	1 965 637	2 030 020
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	578 180	596 001
Aides financières	10 417	6 230
Impôts, taxes et versements assimilés	21 260	20 173
Salaires et traitements	861 447	783 927
Charges sociales	333 730	302 610
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	244 327	240 506
Dotations aux provisions	4 465	911
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	6 583	3 116
TOTAL II	2 060 409	1 953 475
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(94 772)	76 544
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	11 136	4 282
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	6 612	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	17 748	4 282
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 068	7 190
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	6 068	7 190
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	11 680	(2 909)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(83 092)	73 636
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	6 078	7 716
Sur opérations en capital	135 898	115 993
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	141 975	123 709
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	32 517	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	32 517	
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	109 458	123 709
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 869	230
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 125 360	2 158 010
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 100 863	1 960 896
EXCEDENT OU DEFICIT	24 497	197 115
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

MFR DU CLOS DES BAZ

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation du CLOS DES BAZ est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901.

Sa durée est illimitée. Son siège social est établi 240, avenue A. Lasquin, 74700, SALLANCHES.

L'association a pour but :

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale ;
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale ;
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas et d'hébergement dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints ;
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison Familiale Rurale ;
- l'accueil des adolescents(es) en internat comme partie intégrante de la formation et du projet éducatif à la Maison Familiale Rurale.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La MFR propose des formations de, CAP, BAC Pro et CQP, dans les métiers de l'électricité, Menuiserie et Maintenance et Electronique Automobiles, pour des jeunes alternants en Apprentissage, ou sous Contrat de Professionnalisation, ainsi que des jeunes et adultes stagiaires de la Formation Continue.

L'hébergement des internes est assuré par la MFR, qui gère à titre complémentaire des locations occasionnelles des bâtiments au profit de particuliers ou de groupes (colonies de vacances, etc...)

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les locaux sont répartis sur une superficie de 2 865 M², dont 1 081 M² affectés à l'enseignement dont les salles de cours, et informatique, ainsi que des ateliers équipés en outillages, et espaces verts pédagogiques.

La MFR s'appuie sur un effectif de 19.67 équivalents temps pleins dont 14.37 directement affectés à l'enseignement et l'animation auprès des apprenants.

La MFR est partenaire de la Région AURA, du Département de Haute-Savoie, et des entreprises et collectivités qui financent l'activité de la MFR, et accueillent les apprenant en milieu professionnel.

II. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Néant.

III. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE COMPTABLE

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration des états financiers 2024, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

IV. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2024 à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les montants sont exprimés en euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 02/04/2025 par le Conseil d'administration.

2. METHODE GENERALE

Les comptes ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code de commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations énoncés par l'Autorité des normes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. NOTES CONCERNANT LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le règlement n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs a été appliquée ; l'approche par composants est systématiquement appliquée pour les constructions.

3.2. METHODE D'AMORTISSEMENT

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie :

- | | |
|---|---------------|
| - Constructions, | 40 ans |
| - Agencements et installations, Outillages, Véhicules | de 5 à 15 ans |
| - Mobilier et Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |

3.3. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

3.4. CREANCES

Elles ont été évaluées pour leur montant nominal. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU PASSIF DU BILAN

4.1. FONDS PROPRES

Les fonds propres font l'objet d'une présentation dans un tableau défini par l'article 431-5 du règlement n° 2018-06 qui se substitue aux informations demandées par l'article 833-11 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

4.2. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère stable destinées au financement des investissements nécessaires aux activités de l'association.

Une reprise est effectuée à chaque clôture au compte de résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens financés.

4.3. PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

Néant.

4.4. INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

La convention collective de l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière. Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salariés présent à la clôture de l'exercice, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements calculés sont intégralement comptabilisés.

4.5. FONDS DEDIES

Les montants portés en fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées à des projets définis et que ne sont pas totalement utilisées à la clôture de l'exercice.

5. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1. COTISATIONS

Les cotisations perçues par l'association sont sans contrepartie et inscrites dans la rubrique prévue par le règlement ANC n° 2018-06 sur la base d'un appel à cotisation qui constitue le fait générateur de la comptabilisation en produits.

5.2. CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Le détail des concours publics et des subventions reçues au cours de l'exercice sont portés dans un tableau annexe.

5.3. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Ils tiennent compte non seulement des éléments non liés à l'activité normale de la MFR mais également de ceux qui représentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant

En 2024, la MFR constate 32 517 € en charges exceptionnelles, suite au solde des positions comptables avec le CFA de la FR (2020.2021.2022 pour 28 K€), et ajustements de produits à recevoir 2023 (4,5 K€).

Les produits exceptionnels de 6 K€ proviennent du solde de retenue de garantie sur chantier de plus de 5 ans.

5.4. LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La participation des membres bénévoles au fonctionnement et aux activités de la MFR est encadrée par le règlement intérieur de la MFR qui fixe à l'article 2 les principes de fonctionnement : « *l'association est formée de membres qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association...* ».

Sur cette base, la MFR ne recense pas les contributions volontaires de bénévoles.

La Maison Familiale ne bénéficie pas de mise à disposition de biens ou de personnes à titre gratuit.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. INFORMATIONS RELATIVE AU REGIME FISCAL

La MFR n'est pas assujettie aux impôts commerciaux.

6.2. INFORMATIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les dirigeants de l'association exercent leurs fonctions bénévolement.

6.3. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN

6.3.1. ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS

Néant.

6.3.2. ENGAGEMENT EN MATIERE DE CREDIT-BAIL

Néant

6.4. EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PAR CATEGORIE

<i>Effectif Moyen Cadre</i>	<i>13.08</i>
<i>Effectif Moyen Employés</i>	<i>6.59</i>
<i>Dont Apprenti</i>	<i>0</i>

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 222 704	197 115			1 419 819
Excédent ou déficit de l'exercice	197 115	(197 115)			(0)
Situation nette	1 419 819				1 419 819
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	809 633		67 159	62 567	814 225
Provisions réglementées					
TOTAL	2 229 452		67 159	62 567	2 234 044

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT CONTRIBUTIONS

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	MISSIONS SOCIALES		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens					
Prestations de services					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Provisions Inscrites au Bilan

MFR CLOS DES BAZ

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	23 013	4 465		27 478
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	23 013	4 465		27 478

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	46 817 6 612	10 487	28 362 6 612	28 942
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	53 428	10 487	34 974	28 942

TOTAL GÉNÉRAL	76 441	14 953	34 974	56 420
----------------------	---------------	---------------	---------------	---------------

Immobilisations

MFR CLOS DES BAZ

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	83 645		
TOTAL immobilisations incorporelles :	83 645		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	159 865		
Constructions sur sol propre	1 970 860		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	1 644 118		3 318
Installations techniques et outillage industriel	1 045 971		41 304
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	130 567		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	351 072		27 979
Emballages récupérables et divers	110 001		
Immobilisations corporelles en cours	82 800		110 400
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	5 495 254		183 002
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	4 210		130
Prêts et autres immobilisations financières	20		
TOTAL immobilisations financières :	4 230		130
TOTAL GÉNÉRAL	5 583 130		183 132

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			83 645	
TOTAL immobilisations incorporelles :			83 645	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			159 865	
Constructions sur sol propre			1 970 860	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			1 647 436	
Install. techn., matériel et out. industriels		17 559	1 069 717	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport			130 567	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			379 052	
Emballages récupérables et divers			110 001	
Immobilisations corporelles en cours			193 200	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		17 559	5 660 697	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			4 340	
Prêts et autres immo. financières			20	
TOTAL immobilisations financières :			4 360	
TOTAL GÉNÉRAL		17 559	5 748 703	

Amortissements

MFR CLOS DES BAZ

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	80 704	1 018		81 722
TOTAL immobilisations incorporelles :	80 704	1 018		81 722
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	147 655	2 940		150 595
Constructions sur sol propre	1 684 472	23 783		1 708 254
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	873 743	54 082		927 825
Installations techn. et outillage industriel	886 180	91 266	17 559	959 888
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	98 004	12 327		110 330
Mat. de bureau, informatique et mobil.	353 297	48 425		401 722
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	4 043 351	232 822	17 559	4 258 614
TOTAL GÉNÉRAL	4 124 056	233 840	17 559	4 340 337

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 018		
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 018		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	2 940		
Constructions sur sol propre	23 783		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	54 082		
Installations techniques et outillage industriel	91 266		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	12 327		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	48 425		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	232 823		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	233 841		

Produits à Recevoir

MFR CLOS DES BAZ

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
Créances Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	18 662 148 679 129 032
Valeurs Mobilières de Placement Disponibilités	
TOTAL	296 374

Charges à Payer

MFR CLOS DES BAZ

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	234
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 919
Dettes fiscales et sociales	1 850
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	14 003

Charges et Produits Constatés d'Avance

MFR CLOS DES BAZ

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	12 313	92 982
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	12 313	92 982

État des Échéances des Créances et Dettes

MFR CLOS DES BAZ

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	20		20
TOTAL de l'actif immobilisé :	20		20
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	33 993	33 993	
Autres créances clients	523 401	523 401	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	148 679	148 679	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	130 032	130 032	
TOTAL de l'actif circulant :	836 104	836 104	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	12 313	12 313	

TOTAL GÉNÉRAL	848 437	848 417	20
----------------------	----------------	----------------	-----------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	204 130	47 064	157 065	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	134 802	134 802		
Personnel et comptes rattachés	1 422	1 422		
Sécurité sociale et autres organismes	75 855	75 855		
Impôts sur les bénéfices	1 869	1 869		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 116	11 116		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	92 982	92 982		

TOTAL GÉNÉRAL	522 175	365 110	157 065	
----------------------	----------------	----------------	----------------	--